

L'Humanité Rouge



Quotidien
des communistes marxistes léninistes de France

BP 61 75 861 Paris Cedex 18
CCP 30 226 72 D La Source

• Paris
**LETTRE
OUVERTE
DES
PATRIOTES
KHMERS
A
L'HUMANITE**

Le comité des patriotes du Kampuchéa démocratique (ex-Cambodge) en France, vient de rendre publique une lettre ouverte à l'organe central du PCF « L'Humanité » et à Raymond Guyot membre du C.C., du PCF qui vient de calomnier de façon particulièrement grossière leur pays.

Dans cette lettre, les patriotes cambodgiens dénoncent la position systématiquement partisane de « L'Humanité » dans le conflit khméro-vietnamien et les mensonges réactionnaires qu'elle répand sur leur pays, au même titre que « France-Soir » ou l'« Aurore ».

Nous publierons dans notre prochaine édition d'importants extraits de ce document.

Au rassemblement du RPR

CHIRAC MENACE

Le rassemblement national du RPR à Paris, au week-end dernier, en a apporté l'inquiétante confirmation : la droite est prête à TOUT pour garder le pouvoir contre les travailleurs.

Toute une fraction des grands monopoles place sa confiance dans des hommes comme Chirac, Debré, Couve de Murville auxquels est venu s'adjoindre l'incroyable Edgar Faure, politicien de toutes les bonnes soupes.

Le problème qui se pose à la bourgeoisie et à ses représentants politiques : contenir le mouvement de masse grandissant des travailleurs, leur révolte de plus en plus aiguë.

Aujourd'hui, une fraction des monopoles joue plutôt la carte Giscard : l'ouverture vers la gauche,

la mise en place d'un gouvernement d'alliance droite-gauche. Giscard comme président, Mitterrand comme Premier ministre, tel en est le schéma type. On sait que Marchais veut bien maintenant y adjoindre des ministres communistes. Dans un tel gouvernement, toutes les couleurs politiques bourgeoises se trouveraient coalisées. Ce serait un peu un gouvernement « d'unité nationale ».

Parallèlement à cette solution, la bourgeoisie s'est préparée une solution de rechange, de secours.

Une fraction importante de la bourgeoisie monopoliste a d'ores et déjà placé ses espoirs dans Chirac. Là, plus question d'ouverture à gauche, mais la reprise de tous les thèmes chers à l'extrême-droite.

Chirac a rarement été aussi loin dans la menace contre les travailleurs que lors de son discours de samedi dernier, un discours qui rappelle ce que, dans d'autres circonstances, Pétain, le collaborateur, avait résumé sous les trois mots : « Travail, famille, patrie ».

**Voir notre reportage
page 5**

• Somalie
**MANIFESTATION
CONTRE
L'AGRESSION
SOVIETO-CUBAINE**



Manifestation contre l'agression soviéto-cubaine à Mogadiscio

L'offensive soviéto-cubaine se poursuit dans l'Ogaden, pilonné par d'intenses bombardements aériens, mais progresse, semble-t-il, plus lentement que prévu. C'est pourquoi sans doute de nouveaux renforts en provenance de Cuba sont actuellement acheminés vers l'Éthiopie.

A Mogadiscio, capitale de la Somalie, plus de cent mille personnes ont manifesté dimanche pour apporter un soutien populaire à la manifestation générale et à l'état

d'urgence décrétée par le gouvernement.

Les manifestants, criant des slogans antisoviétiques et anticubains, portaient des pancartes dénonçant l'impérialisme, l'URSS et Cuba et affirmant que « le socialisme n'est pas l'impérialisme ». Le président Siad Barre a dénoncé l'attitude de l'URSS et des USA dans la région et appelé le peuple à renforcer son unité pour défendre le pays menacé d'agression.

Les USA maintiennent

en effet une attitude ambiguë, se félicitant même publiquement d'avoir reçu des assurances de l'URSS selon lesquelles l'Éthiopie n'envahirait pas la Somalie. Mais on sait ce que vaut la parole de Moscou !

De leurs côtés, les pays européens, et notamment la Grande Bretagne et la RFA, ont fait savoir, qu'en cas d'invasion de la Somalie, elles modifieraient leur attitude et accepteraient d'envisager des livraisons de matériel militaire.

REIMS

Réunion débat

organisée par

l'humanité rouge

Vendredi 17 février
20 heures 30

Salle Armonville
7 rue Armonville

Malgré le mauvais temps Vif succès du meeting de Lorient

Cinq à six cents personnes sont venues de toute la Bretagne. A la tribune se trouvent de nombreux candidats de l'Union ouvrière et paysanne pour la démocratie prolétarienne (UOPDP), au milieu d'eux, les camarades Romain Le Gal et Jean David.

Presque deux années se sont écoulées depuis leur inculpation scandaleuse par la Cour de sûreté de l'État.

Le camarade Fernand Moysan, ouvrier métallo de Brest, ouvre le meeting par une vigoureuse mise en accusation du capitalisme. La crise sévit partout en Bretagne : au total 60 000 chômeurs.

« Mais le peuple, classe ouvrière en tête rejette ses exploités ». Les luttes sont nombreuses pour vivre et travailler au pays. Le camarade qui parle maintenant est un petit paysan. « Un couple de petits fermiers avait signé un bon de commande pour un tracteur en août 1977. Mais, peu de temps après, leur propriétaire mettait les terres en vente. Pour éviter qu'un cumulardeur du coin ne soit acquéreur, les paysans furent obligés d'acheter. Et comme ils avaient dû acheter la terre, ils ne pouvaient plus acheter le tracteur. Le vendeur exigea alors un dédommagement et engagea des poursuites : il réclamait un million 700 mille anciens francs ! Seule une délégation syndicale de paysans obtint l'annulation des poursuites et des dommages et intérêts. Mais pour une affaire comme celle-ci qui se termine bien grâce à une action résolue, combien de paysans ont-ils été victimes de trusts, des cumulardeurs ? Dans tous les cantons, on trouverait des cas analogues. C'est ça le capitalisme. »

Réaliser l'unité de la classe ouvrière et de la petite paysannerie dans la lutte, voilà un des appels qui est lancé avec force au cours de ce meeting.

Un autre appel à l'unité, celle des marxistes-léninistes, est lui aussi lancé, à trois reprises et avec non moins de force, suscitant chaque fois des applaudissements prolongés et enthousiastes.

C'est d'abord le camarade Jean-Marc Laforté, candidat à Rennes-Nord, venu apporter le salut du PCR ml. « Seuls les communistes marxistes-léninistes ont su s'unir pour cette bataille politique de 1978 » dit-il au début d'une intervention qui fait le point sur la situation politique pour conclure enfin « Cette bataille sera l'occasion d'un pas en avant vers l'unification des marxistes-léninistes en un seul parti ».

Puis, c'est un cheminot sans parti qui se réjouit de la campagne commune. Il appelle les deux partis à surmonter les difficultés pour progresser dans l'unité car « la classe ouvrière a besoin d'un parti prolétarien ».

Enfin, notre camarade Jacques Jurquet, dans son vivant et riche discours de clôture, déclare : « Pour mener à bien les tâches immédiates et plus lointaines que proposent les marxistes-léninistes, il faut un parti communiste fidèle aux principes du marxisme, du léninisme et de la pensée-maoïsté-toung. Ce parti communiste authentiquement révolutionnaire et prolétarien, nous le construisons depuis quinze années, en dépit des difficultés innombrables que dresse contre lui la bourgeoisie de droite et de gauche, y compris bien entendu les dirigeants révisionnistes modernes du vieux PCF. Il existe actuellement deux partis marxistes-léninistes en France. Après s'être disputés et opposés, ils préparent désormais leur unification et, dans cette perspective, ils ont décidé de participer en commun à la bataille politique des législatives en soutenant des candidats d'Union ouvrière et paysanne pour la démocratie prolétarienne. Les candidatures présentées par eux sous ce sigle unitaire dans 120 à 130 circonscriptions font avancer l'esprit d'union et nous espérons qu'avant la fin de 1978 existera en France un parti marxiste-léniniste unique ».

Dans notre prochaine édition, nous publierons un éditorial « Les travailleurs contre la politique nucléaire de la bourgeoisie », commentant la résolution issue du 3e congrès du PCMLF.

Espions russes au Canada

La main dans le sac

Un réseau d'espionnage soviétique vient d'être démasqué au Canada. Le ministre des Affaires extérieures a confirmé, jeudi, devant la chambre des Communes, qu'onze membres de l'ambassade soviétique à Ottawa ont été priés de quitter le Canada et que deux autres membres de cette ambassade, actuellement hors du pays, ne seront pas autorisés à revenir.

Le jour même, l'ambassadeur soviétique fut convoqué et le ministre lui a déclaré que ces activités d'espionnage « étaient inadmissibles et allaient à l'encontre de la loi sur les secrets d'État ». Il a, par ailleurs, affirmé que cette affaire portait gravement atteinte aux relations entre les deux États et le ministre a fait savoir que sa visite officielle à Moscou, prévue pour le mois prochain, était annulée.

Le ministre canadien a révélé que les Soviétiques avaient tenté de soudoyer un officier supérieur de la gendarmerie royale du Canada afin qu'il récolte des informations. Ce dernier fut contacté le 21 janvier 1977 par deux membres de l'ambassade. Des sommes d'argent illimitées lui furent offertes en échange d'informations sur son service qui est l'équivalent de la DST française.

Le gouvernement canadien a alors décidé de jouer le jeu afin d'en savoir plus. Au total, 35 000 dollars furent remis à l'officier en échange d'informations qui n'étaient pas secrètes.

Les espions soviétiques se chargèrent du transport des informations. La préparation des rencontres secrètes avec l'officier canadien, qui a rencontré, en sept occasions, pendant neuf mois, le premier secrétaire de l'ambassade de l'URSS, se faisait par tout un système de signaux, mots de passe, etc., bref, tout ce que l'on peut voir dans les films d'espionnage.

DE NOMBREUSES AFFAIRES

Cette affaire n'est pas la première, le ministre canadien a rendu public l'aide-mémoire transmis à l'ambassadeur d'URSS, jeudi, sur les activités d'espionnage dont voici quelques extraits :

« Depuis décembre 1976, le gouvernement du Canada a mis à jour trois incidents comportant des attaques des services de renseignements soviétiques contre le Canada et a adopté des mesures contre les agents incriminés. Chaque fois, les autorités soviétiques ont vu leur attention attirée sur les effets dommageables

de ces activités inacceptables à l'endroit des relations entre le Canada et l'Union soviétique. Malgré ces avertissements et les efforts pour stimuler le développement d'une coopération bilatérale efficace, l'Union soviétique a continué d'utiliser systématiquement certains de ses agents dans des activités d'espionnage, dirigées contre la sécurité de ce pays ».

Après avoir fait part de la dernière affaire, le texte ajoute « au plus haut point le gouvernement du Canada qui désire faire parvenir aux autorités soviétiques ses protestations les plus vives concernant la poursuite de ces opérations ».

Enfin, l'aide-mémoire demande que les onze personnes incriminées quittent le Canada, les quatre personnes les plus impliquées dans l'affaire devant quitter le pays sous 24 h, les autres d'ici le 23 février. Quant aux deux restants, ils ne seront pas autorisés à regagner le Canada.

Le ministre a, par ailleurs, fait savoir que les expulsions des diplomates « doivent démontrer à l'URSS notre détermination de faire échec à l'espionnage étranger ».

La conséquence immédiate de cette affaire, c'est la fin des bonnes relations diplomatiques entre le Canada et l'URSS, d'autant plus que cela fait suite à la désintégration du satellite soviétique « Cosmos 954 » dont des morceaux sont retombés sur le sol canadien,

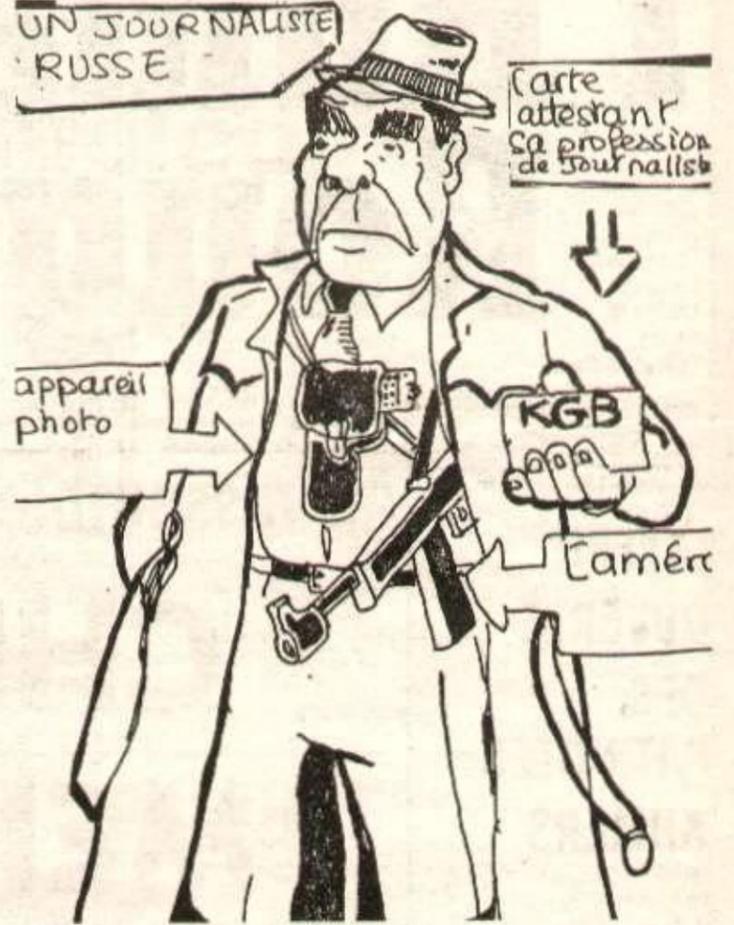
UN JOURNALISTE
RUSSE

Carte attestant sa profession de journaliste

appareil photo

KGB

l'américain



morceaux qui représentent un véritable danger.

Le renforcement du KGB ne va pas sans bavures. Dernièrement, plusieurs affaires du même genre se sont produites dans divers États, notamment européens.

Les manœuvres du social-impérialisme doivent être démasquées et dénoncées. Celui-ci ne recule devant rien pour avoir tous les atouts de son côté dans la guerre qu'il prépare afin de repartager le monde en sa faveur.

La classe ouvrière bolivienne gagne du terrain sur la dictature

Meeting-information

Mardi 14 février à 20 heures
4 place St Germain-des-près

organisé par le comité de solidarité avec la lutte du peuple bolivien

● Pérou

Un juge d'instruction péruvien a intenté jeudi une action en justice contre cinquante-quatre responsables syndicaux qui font la grève de la faim depuis plusieurs jours, et ordonné leur expulsion des églises qu'ils occupent dans le centre et dans les faubourgs de Lima.

Les grévistes, dont les premiers ont commencé leur mouvement le 28 janvier, réclament la réintégration de plusieurs milliers d'ouvriers, principalement du secteur des mines, licenciés pour leur participation à la grève générale de juillet dernier.

Les sept premiers grévistes, qui n'absorbent plus ni aliment solide ni liquide, ont été hospitalisés mardi, mais poursuivent leur mouvement à l'hôpital.

● URSS

« La Pravda » regrette cyniquement que la CEE ait accordé à la Chine la clause de la nation la plus favorisée, au terme de l'accord signé à Bruxelles, le 3 février dernier.

Elle fait également semblant de s'inquiéter de ce que l'accord n'ait pas prévu de limiter les ventes d'armes stratégiques à la Chine et dénonce « les ambitions hégémoniques de Pékin qui menacent tout le monde ».

Mais ce n'est pas la Chine qui occupe militairement la Tchécoslovaquie, foment la guerre civile en Angola, agresse le Zaïre et la Somalie, envoie des immigrants en Israël ! En tentant de faire endosser à la République populaire de Chine ses propres ambitions, l'URSS ne peut que se tromper.

les faits sont là qui la dénoncent aux yeux des peuples du monde.

● Afrique du Sud

Une filiale de la Corporation sud-africaine de l'armement va se consacrer à la fabrication de missiles, afin de contrer l'embargo des Nations Unies sur les livraisons d'armes. Le Conseil de sécurité des Nations Unies a imposé en octobre dernier un embargo impératif sur les ventes d'armes à l'Afrique du Sud et le gouvernement raciste de Pretoria a alors affirmé qu'il pouvait fabriquer sur place la plupart des équipements nécessaires.

Selon des informations de presse, il s'agirait d'un missile « air-air ». Rappelons que l'Afrique du Sud a participé, il y a maintenant quelques années, à la mise au point, avec des

experts militaires français, du missile sol-air « Cactus », connu en France sous le nom de « Crotale ». Les racistes de Pretoria sauront se servir de cette « participation » offerte par la France.

● Espagne

Le sénat espagnol a approuvé jeudi soir le projet de loi visant à étendre les eaux territoriales espagnoles dans l'Atlantique à 200 miles. Ce projet de loi avait été approuvé la semaine dernière par les députés.

Au cours du débat, plusieurs centaines de sénateurs ont demandé à ce que cette mesure soit étendue aux côtes méditerranéennes.

Cette mesure va dans le sens de l'opposition aux deux superpuissances qui s'opposent à ce que les pays prennent cette décision qui les gêne, dans le pillage des mers qu'ils effectuent chaque jour.

● Italie

LE PCI PRET A SOUTENIR UNE POLITIQUE D'AUSTERITE

Une réunion de la direction du PCI a entériné la position du parti révisionniste face à la crise, à savoir la renonciation à une entrée au gouvernement et la négociation avec tous les autres partis bourgeois d'un « pacte d'urgence », entendons par là un accord sur une politique d'austérité. La direction du PCI a toutefois fait part qu'elle attendait les propositions de la Démocratie chrétienne. Le PCI ne peut pas se permettre d'appuyer une politique trop ouvertement antipopulaire sous peine de se démasquer un peu plus et de perdre une popularité déjà bien remise en cause, notamment au niveau de la jeunesse, première victime de la crise économique qui sévit dans le pays.

De son côté, la Démocratie

chrétienne vient de définir une « stratégie économique » qu'elle soumet à Andreotti, stratégie qui préconise, entre autres, « une politique économique austère » qui entraînera des sacrifices pour tous afin de résorber les dépenses publiques. Le plan prévoit, à cet effet, une augmentation des tarifs des chemins de fer, d'électricité et du téléphone. Nous ne connaissons pas encore la position du PCI face à cette proposition de la Démocratie chrétienne, mais soutenir une politique d'austérité de la bourgeoisie n'est pas fait pour effrayer les partis révisionnistes ; rappelons qu'en Espagne, le PCE a signé un pacte de ce genre prévoyant, entre autres, une limitation de l'augmentation des salaires des travailleurs.

La CGT recule à la SNCF

Les résultats des élections professionnelles à la SNCF aux « comités mixtes », qui correspondent aux comités d'entreprise, confirment la baisse d'influence sensible de la CGT dans la classe ouvrière.

Les résultats concernant le collège ouvrier sont les suivants :
CGT : 60,98 % des voix au lieu de 64,81 % en 1975
CFDT : 23,14 % des voix contre 20,79 % en 1975
FO : 8,14 % des voix contre 6,82 % en 1975.

La CGT donc recule très nettement alors que la CFDT progresse.

Cette évolution est valable dans tous les collèges en ce qui concerne ces deux centrales.

● Viroflay

La municipalité appelle à la délation

A Viroflay, la municipalité de droite distribue régulièrement une feuille de chou « L'Écho de Viroflay ».

Dans un des derniers numéros, un article « La police et nous » est signé de l'adjointe au maire et appelle la population à la délation tout azimut.

Pour que les choses soient plus claires et précises, l'adjointe indique comment reconnaître une personne suspecte. Ainsi, quelqu'un qui attend longuement au même endroit, toute présence anormale (?) dans un quartier, une personne qui rôde (?), qui s'adresse aux passants sous de fallacieux prétextes (par exemple, distribuer un tract, n'est-ce pas un fallacieux prétexte ?).

Ainsi donc, la crainte, la peur, la psychose du crime et de l'insécurité sont cultivées par le pouvoir et par des torchons tels que celui de Viroflay. L'adjointe de cette municipalité appelle les habitants à avertir, au moindre signe « anormal », le commissariat de police de Viroflay dont elle donne le numéro de téléphone. « Mieux valent cent vérifications d'identité inutiles qu'un seul drame irréversible. Les habitants de Viroflay doivent comprendre l'importance de cet appel qui n'a qu'un seul objet : la protection des personnes et de leurs biens ».

Les appels à la délation de Peyrefitte ne restent donc pas sans écho.

La délinquance, la criminalité ne sont pas aujourd'hui plus nombreux qu'il y a quelques années. Seulement, le pouvoir les monte en épingle, braque sur eux les feux de l'actualité pour renforcer sa répression, pour justifier l'augmentation des forces de police, pour demander des peines plus sévères à l'égard de délinquants même légers.

MATIÈRES

et nous

des plaintes, APRES que nous ayons été attaqués, volés, menacés.

C'EST AVANT QU'IL FAUT AGIR POUR ÊTRE EFFICACE.

Chacun de nous doit avoir sur lui le numéro d'appel du Poste de Viroflay : 926.30.70 et de Police Secours 946.17.77. L'intervention de la police est quasi-immédiate.

Tout individu qui rôde, qui arrête des passants sous de fallacieux prétextes, qui se poste longuement au même endroit : ceux qui sont très systématiquement aux portes des pavillons ou des appartements : toute présence anormale dans un quartier ou un groupe d'immeubles DOIT être signalée d'urgence à l'inspecteur. Mieux valent 100 vérifications d'identité inutiles qu'un seul drame irréversible. Les habitants de Viroflay doivent comprendre l'importance de cet appel qui n'a qu'un seul objet : la protection des personnes et de leurs biens.

Denise LANDAIS
Adjointe au Maire

● Reims

Vive la lutte du peuple tunisien

Ce sont deux cents personnes, Français et immigrés, qui ont manifesté, jeudi soir, contre la répression en Tunisie, à l'appel de l'UGET (Union générale des étudiants tunisiens). Placée sous son contrôle, la manifestation s'est bien déroulée et a exprimé avec force la volonté de lutter contre le régime de Bourguiba sur les mots d'ordre : « Vive la lutte du peuple tunisien », « un seul combattant suprême : le peuple », « Vive la solidarité internationale ».

« Abrogation des mesures Stolérin », « A bas l'impérialisme et ses valets ».

Correspondant HR

PROCES

PAILLERON

Après les plaidoieries de la défense, jeudi et vendredi derniers, se sont achevés les débats du procès Pailleron.

Le jugement sera rendu le 30 mars.

● Justice

Monique Guemann sanctionnée

A la suite de l'extradition de l'avocat allemand, Klaus Croissant, Monique Guemann, premier substitut du procureur de la République de Draguignan, avait, lors d'une audience au tribunal de Draguignan,

discipliné et accusé Me Guemann de manquement « aux devoirs de son état, à l'honneur, à la délicatesse ou à la dignité ».

Les termes et motifs de l'accusation sont on ne peut plus vagues et permettent



exprimé son inquiétude pour les droits de la défense.

A la suite de cette déclaration, Monique Guemann avait été immédiatement suspendue et devait passer devant la commission de discipline du parquet. Cette comparution a eu lieu vendredi.

La commission de dis-

cipline a accusé Me Guemann de manquement « aux devoirs de son état, à l'honneur, à la délicatesse ou à la dignité ».

Le ministère public qui accusait a demandé que la commission approuve la sanction de déplacement d'office avec rétrogradation. Samedi, la commission recommandait la « mutation d'office avec abaissement

Procès de la fouille des voitures

« La résistance de l'accusé est légitime »

Lors du déploiement policier pour retrouver le baron Empain, la police s'était livrée à des fouilles illégales de véhicules. Plusieurs personnes avaient refusé d'ouvrir le coffre de leur voiture aux policiers. Michel Trignol est dans ce cas. Il a comparu devant le tribunal des flagrants délits, vendredi, pour infraction à l'article L4 du code de la route (refus d'obtempérer).

Parmi les témoins à l'audience, plusieurs juristes et magistrats qui, eux aussi, avaient refusé d'ouvrir le coffre de leur voiture. C'est le cas de Raymond Forni, avocat, député et membre de la commission des lois à l'Assemblée nationale, qui a déclaré : « A sa place, j'aurais agi de la même façon... La résistance de monsieur Trignol me pa-

rait aussi justifiée que légitime ». Un autre avocat, Michel Tubiana, a déclaré : « J'ai refusé moi aussi de laisser fouiller mon coffre. Mais mon macaron d'avocat a fait l'effet d'un sésame... ».

Louis Joinet, ancien président du Syndicat de la Magistrature, a aussi refusé d'ouvrir son coffre, sans qu'il soit pour autant poursuivi. Maître Martine Scemama, avocate dans sa plaidoierie : « Si vous suivez ces réquisitions, cela vaudra dire que la France est dans une situation d'état de siège, que nous sommes tous et constamment suspects, à chaque instant à la merci d'une perquisition ou d'une fouille à corps ».

Le jugement sera rendu dans deux semaines.

d'échelon ». C'est au ministre Peyrefitte que revient la décision finale.

Le Syndicat de la Magistrature, après cet avis de la commission, a affirmé son opposition à toute mutation d'office.

A Draguignan, 500 personnes ont manifesté et

exigé la réintégration de Me Guemann. Une effigie de Peyrefitte a été brûlée.

Vendredi soir, une délégation du Syndicat de la Magistrature se rendait au ministère de la Justice pour remettre à Peyrefitte une motion de soutien (voir notre photo).

● CES Morangis (Essonne)

Luttons contre les suppressions de postes

Jeudi 19 février, à la création de 10 h 30, un professeur de français-latin, certifiée et en poste depuis sept ans, a appris que son poste était supprimé. Elle avait sept jours seulement pour emplir des papiers de mutation et téléphoner un peu partout pour trouver un poste vacant.

Aussitôt, la quasi-totalité des professeurs décidait d'interrompre les cours pour discuter de l'action à mener. Une partie des professeurs se relaie pour garder les élèves dans la cour et sous le préau. Les cours n'étaient repris qu'à 14 h.

Il était décidé de distribuer une lettre à chaque élève pour informer ses parents et ensuite de profiter de la réunion parents-professeurs, qui devait avoir lieu le vendredi 10, pour poursuivre l'information. Il était aussi décidé d'entamer, à partir de lundi 13, une grève reconductible de 24 h en 24 h et de demander une audience à l'académie. Cette

audience sera refusée.

Le vendredi à 18 h, eut lieu la réunion avec les parents. Les professeurs les ont invités à se rassembler avec eux dans une salle afin de discuter de la suppression du poste. La salle était trop petite et cette réunion d'information fut un succès. Beaucoup de parents ont signé la motion présentée par les enseignants.

Il faut surmonter la division hiérarchique des enseignants. Il faut mobiliser les personnels de service et les administratifs qui, eux aussi, verront 5,5 postes supprimés dans l'établissement. Une enseignante

Dans la plupart des lycées des Hauts-de-Seine, des mouvements de grève se développent contre les suppressions de postes et de classes envisagés pour la rentrée prochaine. Par exemple, au lycée Joliot-Curie, à Nanterre, la grève dure depuis 14 jours.

Abonnez-vous à l'Humanité rouge quotidien révolutionnaire des travailleurs

Abonnement spécial 8 pages

A l'occasion de la campagne politique pour les législatives de mars 1978, l'Humanité rouge paraîtra sur huit pages tous les jours à partir du 16 janvier au prix de 1,70 F l'exemplaire.

Une réduction exceptionnelle sera faite sur tout abonnement pris entre le 15 janvier et le 15 mars.

Quotidien seul	pli ouvert	pli fermé
1 mois (22 Nos)	30 F	60 F
3 mois (66 Nos)	90 F	180 F
6 mois (132 Nos)	180 F	360 F
Quotidien plus bimensuel		
Un mois	35 F	70 F
Trois mois	105 F	210 F
Six mois	210 F	420 F



●Sexlal Terville Après 80 jours d'occupation

Sexlal est une entreprise qui traitait les laitiers des hauts-fourneaux d'Usinor. Elle est composée de 50 % d'Usinor et 50 % de Cochéry.

A l'annonce de la mise en veilleuse pour le 16 décembre 1977, la direction, prenant ce prétexte, annonçait à son tour le licenciement de soixante personnes (sur un effectif de 88) dont dix délégués CFDT, les autres étant des syndiqués et des sympathisants : c'est-à-dire toute la section syndicale ; elle présentait en même temps son « plan social » : reclasser une partie du personnel aux quatre coins de la France, et jusqu'en Arabie Saoudite.

Les travailleurs décident alors (le 23 novembre 1977) à l'unanimité, en assemblée générale, de se mettre en grève.

Le lendemain, le personnel d'encadrement et de bureau, récupéré avec certaines promesses par la direction, refusait de poursuivre le mouvement ; les autres travailleurs décidaient d'une action irréversible, jusqu'à satisfaction, pour le maintien de leur emploi.

La direction Sexlal cherche à opposer les non-grévistes (au nombre de 15) aux grévistes qui occupent leur usine, et pour cela tout lui est bon.

Présence des non-grévistes avec un huissier pour faire des constats

Ordonnance de référé pour l'évacuation des lieux par les grévistes sous peine d'astreinte financière de 300 F par jour et par personne.

Huissier se rendant à domicile chez les grévistes.

Coupe de courant depuis le 18 décembre 1977 (nous nous éclairons à la bougie et avons fêté les réveillons aux chandelles).

Envois de lettres à tout le personnel.

Démarche chez le sous-préfet lui demandant de faire intervenir les forces de l'ordre au service du capitalisme.

Le 3 janvier, une réunion avait lieu, à laquelle assistaient notre direction, l'inspecteur du Travail, le sous-préfet (M. Kessler, qui avait fait son temps à Besançon où il a sévi contre nos camarades de chez Lip, nous a déclaré : « Pour moi, c'est fini »).

Le 23 janvier, le directeur départemental du Travail donnait son accord pour le licenciement de huit délégués sur dix, il en laissait deux pour se donner bonne conscience, soi-disant pour ne pas supprimer toute la structure syndicale (...)

La fermeture du haut-fourneau d'Usinor n'est qu'un prétexte pour pouvoir licencier tous les militants et sympathisants CFDT.

Pour nous, il est possible de maintenir ces emplois,

la section syndicale a fait les démarches nécessaires pour prouver que notre usine est viable.

Voilà pourquoi nous refusons ce plan social : l'histoire de la classe ouvrière nous prouve que lorsqu'une organisation syndicale a négocié sur le plan social, c'est le commencement des licenciements, des mutations et le démantèlement de l'entreprise, et cela toujours au détriment des travailleurs.

Car accepter les reclassements, dans toutes les régions de France, ce n'est pas tenir compte des travailleurs et de leurs familles, des conséquences que cela entraîne, le père à Longwy, un fils à Dunkerque, et l'autre à Fos, nous ne voyons vraiment pas où est le plan social là-dedans.

Les travailleurs de Sexlal veulent vivre et travailler là où ils sont. C'est bien pour le maintien de leur emploi qu'ils sont en lutte depuis le 23 novembre 1977 et occupent leur usine.

Les travailleurs de Sexlal sont toujours déterminés à poursuivre leur action.

Notre lutte est bien une lutte de classe contre ceux qui ont le pouvoir et qui nous imposent cette situation.

Dans cette période de restructuration, nous avons refusé une position d'attentisme politique.

L'enjeu de notre lutte, c'est la défense de l'emploi et la perspective d'échéance politique ne doit pas démobiliser la classe ouvrière à un moment où il est indispensable qu'elle soit forte, motivée et bien organisée.

Pour nous, un licenciement, un reclassement sont égaux à un emploi perdu. Nous pensons que chaque emploi doit être défendu.

Nous appelons à l'unité syndicale pour proposer et développer des actions de masse et de classe, c'est une condition nécessaire pour défendre l'emploi.

Il est nécessaire d'œuvrer pour créer un véritable rapport de force de se prononcer et d'appeler à la lutte.

Il est de la responsabilité des organisations syndicales de s'y engager.

Nous ne pourrions pas gagner la bataille de l'emploi dans notre région si nous ne sommes pas tous unis dans l'action.

Fait à partir d'une intervention de la section CFDT (Fédération construction bois de Sexlal).

Succès du gala de soutien aux grévistes de Créteil

Nous étions 1 200 samedi 11 janvier, à apporter notre soutien aux postiers de Créteil. La salle Alleazard était bondée de travailleurs de la région parisienne.

Le gala était placé sous le signe de la lutte classe contre classe. La salle était tapissée de panneaux sur la lutte des postiers de Créteil, alliant le déroulement de leur action à une analyse ponctuelle de certains aspects :

- L'administration et ses représentants à tous les niveaux, y compris FO contre les travailleurs avec l'appui des piliers de l'État bourgeois (justice, flics).

- L'unité de classe des postiers (préposés, agents, auxiliaires, vacataires) dans l'action. En particulier pendant l'occupation, l'assemblée générale prenait les décisions et fixait la répartition des tâches.

L'intervention faite par les délégués syndicaux CGT et CFDT a insisté sur l'unité syndicale, constante dans la lutte. Elle a montré que Créteil-CTA a servi de détonateur dans la prise de conscience de la situation des vacataires et de la nécessité de continuer le combat pour la titularisation de tous les travailleurs des PTT.

Face à la reprise dans tous les centres PTT, après les mouvements de grève qui ont suivi l'occupation de Créteil, les travailleurs du CTA de Créteil ont décidé de reprendre eux aussi, conscients que c'était là, une échec momentané.

Au gala, la solidarité entre les travailleurs en lutte était renforcée par la présence des Lip, des éducateurs de Créteil en grève, des travailleurs de Borel qui oc-

GALA de soutien

aux postiers en grève à Créteil CTA

BERNARD LAVILLIERS
ATELIER POPULAIRE DE CHANSONS
CHANTEUR MOUN KIKI
SPECTACLE BOBBY LAPINTE
GEORGES MOUSTAKI
BAL FOLK avec LA SAUTERELLE
Films. EXPO. Buffet... Garderie

samedi 11 fév. 18^h 24^h
GYMNASSE ALLEZARD rue Juliette Savar CRETEIL

organisé par les sections CGT et CFDT du Centre de Tr. de CRETEIL

cupent ainsi que des travailleurs de l'INA.

La partie culturelle laisse éclater toute la révolte qui résulte de l'exploitation et l'oppression dans la société capitaliste.

- Un sketch retraçait la vie des jeunes postiers qui arrivent à Paris et les pièges que leur tend la bourgeoisie.

Beaucoup de chanteurs avaient tenu à marquer leur solidarité en participant au gala. Étaient présents l'Atelier populaire de chansons, Moun Kiki, Moustaki, Bernard Lavilliers.

Plus d'une chanson montrait comment les directions syndicales freinent, ou pire, sabotent carrément les luttes qui ne rentrent pas

dans leurs plans politiques.

Elles exprimaient la défiance de plus en plus grande des travailleurs vis-à-vis des partis de gauche. Elles dénonçaient l'impérialisme français, en particulier dans les DOM-TOM et les impérialismes, URSS et USA. Le public a montré par ses encouragements enthousiastes combien il partageait ces opinions.

Au mot « révolution », des clameurs enthousiastes se sont élevées dans la salle.

Ce gala a montré que les travailleurs ne font confiance qu'à leurs luttes et aspirent non à un « gouvernement de gauche », mais remettent en cause, jusque dans ses fondements, la société capitaliste.

AFFICHEZ L'H.R.



●Lille 50 licenciements chez Machon

Après Desombres, Goode Bédin, Silic, NEA, Goosens Imprimerie, Rousselle Métallurgie, les établissements Y. Machon licencient le tiers de leurs effectifs, soit 50 personnes « victimes de la crise » comme disent ces messieurs. Cette usine textile est spécialisée dans la fabrication de rubans pour métiers à cigarettes : principal client, la SEITA, donc l'État.

Les cinquante personnes licenciées sont, pour la plupart, des jeunes femmes prématurément fatiguées par les cadences imposées par le patron.

La CGT, seul syndicat dans l'usine, n'a pas réagi aux déclassés avec perte de salaire, frappant certaines ouvrières et, alors que les licenciements couvaient depuis plusieurs mois, aucune information du personnel n'a pas été faite.

Correspondant HR d'Hellermannes



LA BATAILLE POLITIQUE DE 1978

Le rassemblement RPR vu de l'intérieur L'INQUIETANTE KERMESSE DE CHIRAC

Samedi dernier. Métro porte de Pantin, à Paris. Sur le quai même du métro, le service d'accueil est en place pour le rassemblement gaulliste : blousons de cuir bleu-blanc-rouge aux insignes du RPR, le bonnet phrygien. Un service d'accueil très attentionné, un peu trop visiblement musclé aussi.

Le service d'ordre est en place également, plus discret, mais plus musclé encore. L'uniforme, là, est moins voyant, mais très évocateur : de longs imperméables verts foncés, coupe militaire. Nul doute possible, nous sommes en terrain conquis. De 10 h du matin à la fin de l'après-midi, la porte de Pantin sera le domaine du RPR musclé de Jacques Chirac.

LE TRICOLORE SE VEND BIEN

A la sortie du métro, sur les quelques mètres qui nous séparent du lieu du rassemblement, ce sera le harcèlement. Campagne publicitaire à l'américaine : on vend de tout, des sacs, des besaces, des bonnets, des chapeaux, des pulls, des blousons, des écussons, des badges, des photos... tout cela, bien sûr uniformément tricolore, ornés de portraits de Chirac, de bonnets phrygiens ou de croix de Lorraine.

Dans la grande salle, elle aussi de bleu-blanc-rouge, tous ces gadgets publicitaires devraient donner un air de fête. C'est ainsi du moins que l'ont conçu les

● Marseille Manifestation malgré l'interdiction

Malgré l'interdiction décrétée par la préfecture de Police, de nombreux manifestants se sont regroupés samedi à Marseille pour exiger la fermeture de la prison clandestine d'Arène, dénoncer la répression qui s'abat quotidiennement contre les travailleurs immigrés et appeler à l'unité de classe des travailleurs français et immigrés contre leurs exploités.

Après un rassemblement à la faculté Saint-Charles, des groupes de plusieurs dizaines de manifestants se sont regroupés, à l'appel du « Collectif d'information sur la prison d'Arène », et ont défilé dans les rues du quartier de la Blancarde.

Le centre ville était bouclé et quadrillé par d'importantes forces de répression, deux compagnies de CRS notamment. De nombreuses arrestations ont eu lieu.

organisateur. Mais les visages sont sérieux sous les chapeaux de plastique tricolores. Une kermesse qui ne démarre pas. Il est 10 h du matin, il fait froid.

« CHIRAC ! CHIRAC ! »

Venus en trains ou en cars spéciaux (et gratuits), puis transportés en autobus, à travers Paris, recrutés un à un par la machine du RPR, les gens présents attendent Chirac. Le seul slogan qui sera repris de la salle durant toute la journée sera « Chirac ! Chirac ! » entrecoupé de quelques cris : « On va gagner ».

Et Chirac arrive enfin... Le rassemblement est ouvert. Les premières interventions s'enchaînent sans grand enthousiasme. La parole est aux petits barons gaullistes de province.

Les applaudissements sont tristes, jusqu'au moment où Debré s'approche du micro. L'assistance se réveille... Le meeting prend un tour inquiétant.

Le discours de Debré sera un hymne à l'« ordre moral » : dénonciation de la « facilité » et du « laxisme », éloge de la natalité et de l'ordre. Tout y passe, y compris la dénonciation de la contraception au nom de l'éloge de la famille.

Le discours est dans la plus pure tradition parlementaire bourgeoise : de grandes envolées lyriques. La sono hurle, Debré gesticule... Il frise la crise cardiaque... Applaudissements.

C'est l'heure du repas. L'ambiance est étouffante malgré le froid glacial. Nous jugeons préférable d'aller prendre l'air ailleurs : ces applaudissements frénétiques saluant « l'ordre moral » glaçant dans le dos...

« LE DERNIER REMPART »

Il est 16 h quand nous revenons. Un peu avant le

discours de Chirac. Histoire de nous remettre dans l'ambiance, le « compagnon gaulliste Philippe Clay » est sur la scène, il marche au pas et chante un hymne en l'honneur des guerres coloniales et de la Légion étrangère.

Des voix réclament « Mes universités », cette chanson de Clay contre les « gauchistes », pour « l'épuration » des universités. Là encore, l'ordre moral...

Chirac réapparaît. Les photographes se précipitent. Outre les éternelles promesses électorales et les grandes condamnations de la gauche, la toile de fond du discours de Chirac est la même que celle de Debré.

C'est un recueil de tous les thèmes les plus réactionnaires de la droite. Les patrons des entreprises ? Ce sont les garants de la démocratie. Pour résoudre le chômage ? Expulser les immigrés. L'insécurité règne dans les rues ? Il faut développer les moyens d'intervention de la police. Les grèves des travailleurs ? Les ouvriers sont manipulés par les tenants du collectivisme.

Bref, partout aujourd'hui c'est le désordre. Il faut remettre les choses à leur place.

Au sommet de son élo-

quence, Chirac déclare que face au désordre, au libéralisme et au marxisme, le RPR est « le dernier rempart du chef de l'Etat ». Il précise : « Nous saurons répondre à nos responsabilités... ».

Pour savoir comment, il suffit de se retourner un peu vers les barbouzes en imperméables verts qui, discrètement, quadrillent la salle.

La solution de Chirac est pour le moins très-très musclée.

Sur les immenses écrans

en couleur du circuit de télé intérieure, le visage de Chirac disparaît. Survient Line Renaud, elle aussi « compagnon gaulliste », vieux débris des Folies bergères qui, dans le plus pur style des bas quartiers de Pigalle, entonne « La Marseillaise ». Elle fait la bise à Chirac...

C'est fini. Tout le monde se disperse. A la sortie, les gros bras en blousons tricolores jettent dans la foule des brochures, des journaux, des photos publicitaires, par poignées. Une débauche de papier... Mais d'où vient donc tout cet argent ?

CHIRAC SE PREND POUR CONCORDE

Certains prétendent que Debré se prend pour Napoléon et que le soir, devant sa glace, il coiffe un entonnoir et se passe la main dans le veston... L'empereur Debré ? Qui sait...

Par contre un fait semble assuré : Chirac se prend pour Concorde... A l'entrée de la salle du rassemblement gaulliste de samedi : une immense affiche : « Rapidité, efficacité, est-ce Concorde ? Non, c'est Chirac ! ».

Cela veut-il dire que le président du RPR entre en scène les bras écartés, il ne fait pas le V gaulliste de la victoire mais qu'il joue à l'avion ?



Chirac : « La porte est grande ouverte sur l'aventure (...). Nous sommes le dernier rempart du chef de l'Etat ».

● Gennevilliers Premier meeting de l'Union ouvrière et paysanne pour la démocratie prolétarienne

Plus d'une centaine de personnes, se retrouvèrent vendredi soir dans une salle de la Bourse du Travail de Gennevilliers, à l'appel des Comités d'initiatives locaux, de l'UOPDP du département des Hauts de Seine.

Jean-Louis Raboutet, candidat de l'UOPDP à Gennevilliers, présentait l'intervention centrale. Il a su dire l'exploitation quotidienne, le chômage, les accidents du travail, la répression contre les travailleurs immigrés, les taudis, l'environnement pollué, les transports qui s'allongent, l'inquiétude des lendemains, toute cette grisaille, cette oppression qui sont le lot commun des banlieues ouvrières. Il a décrit la morgue et l'arrogance des patrons capitalistes, leur avidité à écraser toujours un peu plus la classe ouvrière pour en tirer des profits, toujours plus de profits. Et les mensonges et les fausses promesses, et l'hypocrisie d'un gouvernement qui n'existe que

pour servir leurs intérêts. Il a su montrer aussi, faits à l'appui, — et ils sont légions à Gennevilliers, Nanterre, Clichy, Levallois ! — que les partis de gauche qui détiennent déjà des portions du pouvoir d'Etat dans les municipalités, n'agissent pas autrement que leurs compères de droite, que leurs discours fleuris ne sont que dupes pour les travailleurs dont ils trahissent quotidiennement les intérêts.

Mais il a su dire aussi le passé glorieux de ces « banlieues rouges » pendant la Commune de Paris, pendant la Résistance, et au fil des grèves et des luttes menées par le prolétariat jamais dompté. Et le présent et l'avenir de ces luttes et la colère qui monte dans les ateliers, les chantiers, les logements tristes et laids, et l'espoir que représente l'UOPDP pour l'avenir révolutionnaire de ces luttes et leur triomphe.

Après lui, le candidat de

Nanterre et celui de Levallois, ont évoqué la situation des travailleurs de leurs circonscriptions et expliqué le sens du combat que mène localement l'UOPDP et les activités qu'elle commence à développer. Une dernière information donnait le sens de la candidature de l'UOPDP à Saint-Ouen-l'Aumône, contre le Prince Poniatowski, baron du régime et roi de la répression contre les travailleurs. Une candidature qui prend d'autant plus de sens que dans cette circonscription, le PCF a préféré se désister en faveur du « gaulliste » de « gauche » Galley.

La chorale comme le pot autour duquel se formèrent attentifs et passionnés les petits groupes, donnèrent un caractère accueillant et fraternel à cette première, encore si modeste mais riche de promesses, de l'UOPDP dans ce secteur.

LA BATAILLE POLITIQUE DE 1978

SAINT-ETIENNE ET SA REGION un riche passé de luttes



1973. Ici, les travailleurs de Peugeot à un rassemblement au cours de la grande lutte qu'ils menèrent pour s'opposer à la liquidation de leur entreprise. Ils furent soutenus massivement par la population stéphanoise, comme au temps où on appelait St-Étienne : la rouge.

Quelques grandes luttes

IXECO : c'est une boîte de textile, répartie en deux ateliers, un à Sorbiers, qui emploie 30 personnes, un à Saint-Étienne qui comprend 80 personnes.

La grève a débuté le 3 mars 1977 et elle s'est terminée fin avril 1977. C'est une boîte de femmes. Une revendication au départ était d'avoir six jours de congés-maladies par an pour pouvoir garder les enfants malades. A cela s'ajoutèrent les revendications suivantes : 16 semaines de congé-maternité, intégration de la prime de rendement dans le salaire, une hausse des salaires au 1er mars 1977, la 5e semaine de congés payés.

L'unité était totale entre les femmes immigrées et les femmes françaises. Le patron envoya quatre lettres de licenciement et fit citer sept déléguées en référé. Finalement, les ouvrières n'ont rien obtenu.

L'attitude des dirigeants révisionnistes a été de récupérer la grève à leur profit, on était à la veille des élections municipales. Ils firent donner toutes leurs cellules. Une fois à la municipalité, ils ont voté une aide matérielle, mais sur le terrain rien n'a été fait.

Après la grève, le patron a adopté la tactique Furnon : formation d'un atelier de grévistes à Sorbiers, un atelier de non-grévistes à Saint-Étienne.

Aujourd'hui, la fermeture est à l'ordre du jour. Le patron possède une usine en Tunisie. Là-bas, il paye les ouvrières 2 F de l'heure !

MAIL : c'est une lingerie qui regroupe 220 ouvriers et ouvrières. Au départ, la CGT était le seul syndicat. La grève a commencé le 27 décembre 1976 et s'est termi-

née le 30 janvier 1977 : 30 % d'augmentation, 13e mois sur trois ans, 5e semaine de congés payés. Le 25 janvier, le patron dépose le bilan, les ouvrières occupent pour riposter à cette manœuvre.

Tout au long de la grève, les ouvrières doivent supporter la présence d'un dénommé Teyssier, permanent de l'UL-CGT et membre du PCF. Le 20 janvier, elles auront même droit à Sanguedolce qui les appellera à voter pour lui aux municipales.

Le 30 janvier 1977, Teyssier, après avoir abusé les déléguées, présente le protocole d'accord aux grévistes et dit que la grève a duré ! Les ouvrières obtiennent 50 centimes en mars, 50 centimes en juin, le 13e mois sur quatre ans, la sanction contre une ouvrière, qui aurait bousculé le patron, est annulée, etc.

Le 10 février, les ouvrières s'aperçoivent de retenues importantes sur leurs feuilles de paie (production non assurée). Teyssier, qui avait promis d'intervenir au prud'homme en cas de besoin, ne fait rien. Un certain nombre de personnes, écoeurées par l'attitude de Teyssier et du PCF, créeront une section CFDT. Là encore, le PCF a fait donner la grosse artillerie : Chomat (conseiller général PCF), venue de l'« Humanité », tract de Chomat appelant à voter PCF aux municipales et à attendre 1978.

Les marxistes-léninistes sont intervenus eux aussi, en faisant des articles avec les grévistes, par un tract dénonçant les manœuvres de Teyssier, tract diffusé à Mail, sur d'autres boîtes et au meeting du 16 février 1977 où il y avait Séguy, Maire et Henry.

111 L'affaire des Bennes Marrel : plus que les revendications et la lutte elle-même,

ce sont les conséquences de l'attitude du PCF qui sont à étudier. D'une part, ils ont utilisé la grève contre Durafour, d'autre part ils ont saboté la lutte.

Les dirigeants CGT ont accepté 50 licenciements tout en sachant très bien, et c'est ce qui s'est passé, qu'il y en aurait d'autres. Des gens ont été mutés dans des conditions inacceptables, certains en Afrique du Nord sans savoir pourquoi, ni comment.

Mais la plus grave conséquence de la politique de la CGT et du PCF a été l'instauration d'une mini-dictature fasciste dans la boîte. Maintenant, on ne peut plus rentrer en bagnole dans la boîte. Il y a des gardiens armés à la porte. Ce sont des ex-SS allemands. Ils ont des chiens policiers. Quand les travailleurs rentrent, ils doivent montrer leur badge avec leur numéro, leur nom. Quand des camarades ont voulu diffuser, un gardien a sorti son revolver.

Le travail des marxistes-léninistes

Le Parti communiste marxiste-léniniste de France mène un travail depuis 1974. Les axes sont les suivants :

1) *Les immigrés* : les camarades ont une bonne liaison avec les travailleurs immigrés de par leur soutien passé à la lutte aux côtés des grévistes de la faim et au comité té français-immigrés qui a suivi la lutte.

Actuellement, ils mènent un travail pour créer un comité de soutien aux foyers Sonacotra en grève des loyers. Il y en a sept sur la région. Le matériel du Comité de coordination a été diffusé. Des panneaux ont été réalisés sur les marchés. Les camarades sont aussi intervenus au troisième festival des travailleurs immigrés qui vient de se tenir, contre les mesures Stoléro. En ce moment d'ailleurs, le Parti communiste marxiste-léniniste de France mène campagne par voie de tracts contre l'expulsion scandaleuse d'un immigré, Moussaid El Idriss El Hassen, marocain, habitant au Chambon-Feugerolles. Dans ce tract, le PCMLF dénonce la municipalité qui déclare : « Les élus n'ont jamais eu l'intention de s'opposer à la loi. Ils demandèrent simplement de surseoir à la mesure de refoulement ». Et au Chambon-Feugerolles on est à « gauche » à la municipalité !

Les camarades ont soutenu la grève de la faim des travailleurs marocains appelée par l'Union nationale des étudiants marocains contre la répression au Maroc, notamment contre les marxistes-léninistes.

2) Un important travail sur les entreprises se met, petit à petit, sur pied. Pour l'instant, le travail est limité mais il commence à porter ses fruits. Même si les marxistes-léninistes sont peu nombreux, ils sont connus sur plusieurs endroits et soutiennent activement les ouvriers en lutte.

3) Sur un quartier populaire, le quartier du Soleil. A Saint-Étienne, presque tous les quartiers sont des quartiers populaires. Il est donc important aussi d'y développer un travail politique prolongé.

4) Mais le travail le plus important qui a été mené jusqu'à maintenant, l'a été sur l'hôpital de Saint-Étienne, l'hôpital Bellevue (depuis trois ans).

L'hôpital Bellevue compte 2 300 employés dont une très forte majorité de femmes.

Au niveau syndical, c'est surtout le

CFDT qui est implantée, mais la direction de la section soutient activement la municipalité PCF. L'union locale CFDT est aux mains du CERES.

Une candidate de l'Union ouvrière et paysanne pour la démocratie prolétarienne y est infirmière depuis trois ans. Elle y a également fait ses études car l'école d'infirmière se situe à l'intérieur de l'hôpital. Elle avait participé à la création d'une section CFDT sur l'école. Aujourd'hui, cette section n'existe plus. Elle a joué un rôle dirigeant avec une sympathisante dans la réunion de coordination nationale des élèves-infirmières en 1975, qui avait eu lieu à Saint-Étienne. Cette réunion avait pour but d'élaboration d'un statut de travailleur social en formation et des revendications immédiates. A Saint-Étienne, les élèves infirmières sont désormais payées, leurs stages rémunérés. Elle a également participé à la mise sur pied d'une commission ASH (agent de service hospitalier).

Si elle n'est toujours pas titulaire, cela est dû à un rapport scandaleux mis au point par son chef de service, membre du PCF. Elle a dû subir plusieurs fois la répression patronale : changements d'horaires, de service.

Au niveau des luttes sur l'hôpital, il y avait eu une grève d'un mois en 1973. Des formes démocratiques de lutte avaient été mises en place comme des assemblées générales quotidiennes. En même temps, le personnel administratif était en grève.

Depuis cette grève, ce sont surtout des luttes par service qui ont lieu. Au niveau de son service, elle a mené une lutte importante sur la question des horaires. La direction voulait faire travailler les infirmières un dimanche de plus par mois, ce qui leur aurait fait un dimanche de repos par mois au lieu de deux.

A la répression patronale, s'ajoute la répression syndicale. Pendant toute une période, les responsables de l'Union départementale ont voulu l'exclure de la section parce qu'elle y dénonçait leur politique de soutien à la fausse gauche. Pour l'instant, il y ont renoncé et les marxistes-léninistes se lient toujours un peu plus aux gens de l'hôpital.



1973. Le piquet de grève de chez Jacquemard s'oppose à l'entrée des flics dans l'usine.

LA BATAILLE POLITIQUE DE 1978

LE « TOUT NUCLEAIRE », C'EST LE « TOUT PROFIT »

31 juillet 1977, Malville. 50 000 manifestants contre le surrégénérateur nucléaire Super-Phœnix. Des milliers de manifestants qui refusent qu'au nom du profit, on joue avec la vie des hommes, en créant des centrales qui ne présentent pas les garanties, mêmes minimales, de sécurité. La police charge. Les manifestants se défendent. Les flics

C'est dans les années 1970 que le capital monopoliste et son gouvernement se sont tournés vers le « tout nucléaire ». Ils ont alors prévu un gigantesque programme de centrales excluant le développement de toute autre production énergétique. Le nucléaire devint la priorité absolue.

La mise en place d'un programme nucléaire militaire et civil n'est cependant pas nouvelle. Avec l'arrivée de De Gaulle au pouvoir, le gouvernement avait déjà décidé de créer le CEA (Commissariat à l'énergie atomique), de mettre au point à la fois la force de frappe nucléaire et une filière française pour l'industrie électro-nucléaire.

Le développement fut lent au départ : l'énergie

électro-nucléaire ne représentait, en 1973, que 3 % de la production énergétique mondiale, du fait qu'elle était encore, à cette époque, moins rentable que l'exploitation du pétrole du tiers monde.

En 1974, quelques mois après le quadruplement des prix du pétrole par l'OPEP (Organisation des pays producteurs de pétrole), le gouvernement prenait la décision d'accélérer le programme nucléaire.

Le « tout-nucléaire » était alors lancé ; comme on le voit, ce programme relève de la même logique que le « tout pétrole » des années 60 ou auparavant du « tout charbon » : la recherche du profit maximum.

de la bourgeoisie assassinent un manifestant.

Parmi tant d'autres luttes populaires contre l'implantation des centrales, Malville, ce sera l'illustration que la bourgeoisie et son gouvernement sont prêts à tout, même au crime, pour défendre les énormes profits de son programme

AU DÉTRIMENT DE LA SÉCURITÉ

« Notre technique est bien placée au niveau mondial » devait déclarer Giraud, administrateur général, délégué au CEA. Le chœur des hauts responsables de l'industrie nucléaire reprenait : « Il y a encore du chemin à parcourir pour aboutir au succès commercial ».

Cette course à la concurrence internationale est pour le grand capital une lutte sans merci : « Si nous n'avons pas su nous adapter aux conditions de chaque pays pour l'exportation (...) dans cinq ou dix ans, les places seront prises sur le marché mondial ».

« tout nucléaire ».

A la veille de ces élections législatives, aucun parti politique ne peut échapper à la question du nucléaire : aujourd'hui, le gouvernement développe une politique nucléaire dangereuse dont le seul but est le profit. Et si demain la gauche est au pouvoir, que fera-t-elle ?

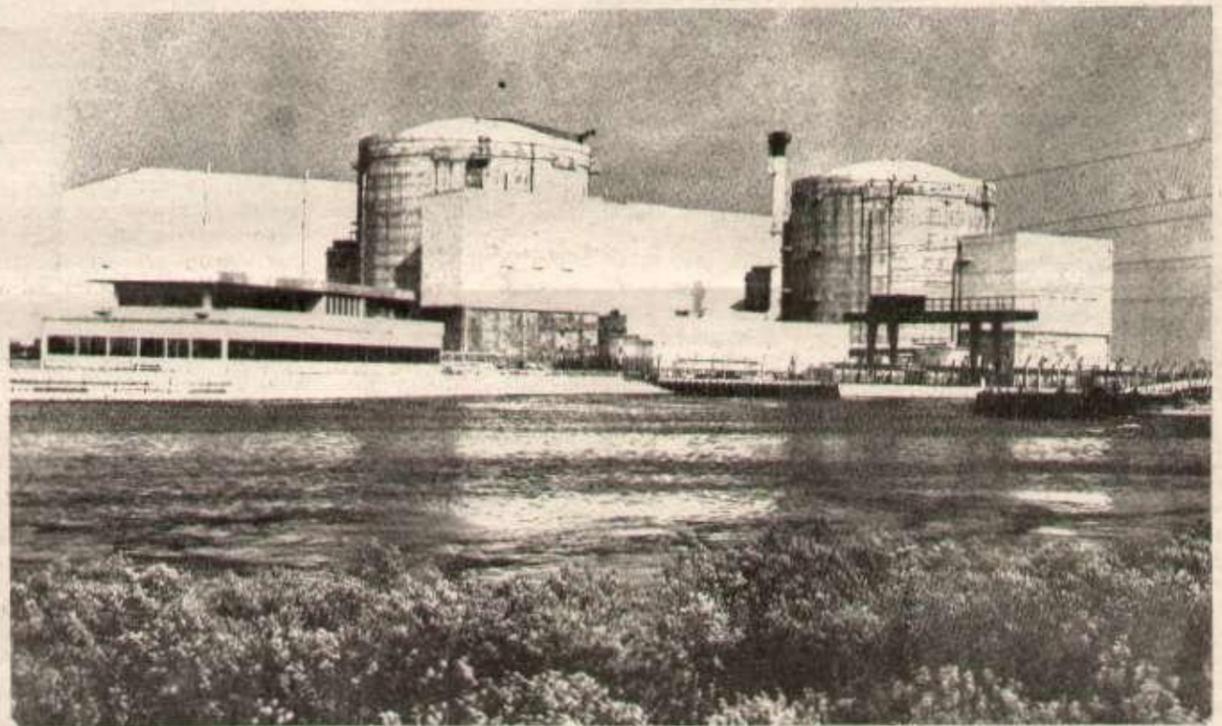
L'objectif était clairement défini : devenir concurrentiel vite et à tout prix, au mépris de la vie de l'homme.

Ainsi, alors que les surrégénérateurs présentent des risques que l'on ne sait pas encore contrôler, le gouvernement envisage même de passer à des modèles

géants de 1 800 mégawatts.

A La Hague, il exploite sa position monopoliste pour mettre les bouchées doubles et construire une autre usine alors que la première n'a encore été l'objet que d'essais et que le problème de l'élimination et du stockage des déchets n'est pas encore résolu.

UNE CENTRALE = PECHINEY-UGINE-KULHMAN POUR LE COMBUSTIBLE, CREUSOT-LOIRE ET LA CGE-ALSTHOM POUR LA CONSTRUCTION DES CHAUDIERES, LE GROUPE ROTHSCHILD ET LA COMPAGNIE FRANCAISE DES PETROLES.



La centrale nucléaire de Fessenheim.

A LA PAGE 8 : LA POLITIQUE NUCLEAIRE DE LA BOURGEOISIE (RESOLUTION DU 3e CONGRES DU PCMLF)

Derrière le nucléaire les monopoles

Face à la concurrence américaine, les différentes bourgeoisies des pays européens ne font pas le poids une à une. Les trusts et les États européens ont été amenés à coopérer et à s'unir entre eux.

Ainsi, la NERSA, promoteur de Super-Phœnix, à Malville, a pour sociétaires, outre EDF : l'ENEL italien (31 %) et la RWE allemande (16 %).

EDF a 51 % des parts de la société NERSA qui joue le rôle de promoteur. Ce rôle est joué par les entreprises nationalisées, car la promotion, la recherche coûtent cher et rapportent peu dans l'immédiat. L'État finance alors la recherche, puis au fur et à mesure que commence la mise en service, que l'affaire devient rentable, l'État laisse la place aux sociétés privées qui empochent les profits.

Ainsi NOVATON, la société chargée de la construction de Super-Phœnix, associe Creusot-Loire, le CEA et peut-être demain l'Alsthom. Creusot-Loire, comme on le sait, c'est le baron Empain.

François Giscard d'Estaing, frère du président, représente le CEA au sein de cette société, assurant ainsi le lien concret entre les trusts monopolistes privés et l'État capitaliste à leur service.

La potion magique des nationalisations

Grands absents des luttes actuelles contre l'implantation de centrales nucléaires, les dirigeants du PCF iront jusqu'à condamner les manifestants de Malville, à la première page de l'« Humanité ».

C'est que les dirigeants du PCF soutiennent, pour l'essentiel, le programme nucléaire de la bourgeoisie, aujourd'hui au pouvoir.

Ils demandent simplement quelques aménagements, notamment des consultations plus démocratiques de la population avant d'entreprendre la construction de centrales. Pourquoi cette proposition alors que

depuis des années, les populations concernées, les habitants des campagnes et des villes proches des sites des centrales organisent manifestation sur manifestation pour exprimer leur refus catégorique.

C'est la consultation la plus démocratique qui soit. Et la réponse est des plus claires.

« LE POTENTIEL NATIONAL »

Au-delà de leurs paroles démocratiques, ce que les dirigeants du PCF ont en tête, c'est le développement de l'industrie et des profits, face à la crise

« Défendre et développer le potentiel national est, dans ces conditions, particulièrement impérieux » (« Humanité » du 25/4/77).

Ce que les dirigeants du PCF reprochent surtout à Giscard, ce n'est pas de vouloir faire d'énormes profits, mais de donner la préférence aux monopoles privés sur les monopoles capitalistes publics.

C'est ainsi que l'on voit les dirigeants d'un parti qui se dit communiste faire l'éloge de monopoles d'État comme le CEA ou l'EDF : « Prenant appui sur EDF et le CEA, il est possible de constituer un important secteur nucléaire nationalisé ».

Les nationalisations, potion magique de l'économie, solution miracle à tous nos maux ! En fait, elles permettraient surtout aux ministres de gauche de mettre la main sur l'ensemble de la production nucléaire, c'est cela qui les intéresse.

LE PS LUI AUSSI

Les dirigeants du PS ont des positions plus nuancées, surtout plus discordantes. Mitterrand constate une « ressemblance » entre l'électorat socialiste et les écologistes, Henu approuve le programme nucléaire et Mauroy déclare « les anti-nucléaires sont des crimi-

nels ».

Tout en restant en accord sur le fond avec les propositions du Programme commun de 1972 (la nationalisation du nucléaire), le PS a tenté de récupérer une partie des voix écologistes ce qui l'amena, notamment, à proposer un moratoire, une suspension de plusieurs années du programme Super-Phœnix par exemple.

Attitude plus subtile que celle des dirigeants du PCF donc, mais qui n'empêche pas que, dans les faits, dans les luttes à la base, le PS se démasque : à Malville, les pontes locaux du PS refusent de se joindre à la manifestation et

organisent une manifestation à eux, de division (d'ailleurs minable).

Pour les leaders de la gauche, comme pour les gouvernants actuels, la loi reste la concurrence, la compétitivité, le profit, au nom de la relance de l'économie pour sortir de la crise. Le nucléaire permet de tels profits pour l'économie capitaliste, mais ce sera toujours au détriment de la vie des gens, tant qu'existera le système actuel. Or, faut-il rappeler ici, que les dirigeants de la gauche, eux-mêmes, précisent que le Programme commun n'est pas un programme de destruction du capitalisme.

LA BATAILLE POLITIQUE DE 1978

RESOLUTION DU 3e CONGRES DU PARTI COMMUNISTE MARXISTE-LENINISTE DE FRANCE

Sur la politique nucléaire de la bourgeoisie

Ces dernières années, les luttes menées contre la politique nucléaire de la bourgeoisie se sont considérablement développées. Avec les travailleurs de l'industrie nucléaire, les premiers concernés, on a vu entrer dans la lutte les petits paysans menacés d'expropriation ainsi que la population avoisinante. Les marxistes-léninistes accordent la plus grande attention à ce combat au cours duquel des couches de plus en plus larges du peuple font l'expérience de la duplicité des partis de gauche et de la nature de leur véri-

table ennemi, le système capitaliste. Si la politique nucléaire de la bourgeoisie relègue au second plan la recherche de la sécurité et des moyens de maîtriser la pollution, dans l'industrie nucléaire comme dans le reste de l'industrie, c'est bien parce que, dans ce système, tout est sacrifié au profit. C'est sans nul doute en tenant compte de la nécessité, de l'ampleur et de l'importance politique de ces luttes que le IIIe congrès du Parti communiste marxiste-léniniste de France a consacré une résolution à cette question.

Le développement très rapide de la construction de centrales nucléaires par la bourgeoisie monopoliste est la conséquence de la recherche systématique du profit maximum :

- D'une part les monopoles et l'ensemble de la bourgeoisie ont un besoin indispensable d'énergie au moindre coût. Face à la lutte des peuples et pays producteurs de pétrole pour stopper le pillage impérialiste et leurs matières premières et imposer un juste prix, la rentabilité capitaliste de la production d'énergie nucléaire a été augmentée dans les conditions actuelles de sa mise en œuvre. Le programme nucléaire a été accéléré en 1974, quelques mois après le quadruplement par l'OPEP du prix du pétrole ;

- D'autre part, la construction de centrales nucléaires représente des débouchés très importants pour les différents groupes monopolistes concernés, tant en France que pour l'exportation, notamment dans les pays du tiers monde.

La bourgeoisie monopoliste met le plus souvent en avant l'argument de l'indépendance énergétique pour justifier son programme « tout nucléaire ». Elle vise ainsi à masquer le fait qu'elle ne recherche l'indépendance, en matière énergétique comme en général, que dans la mesure où elle lui permet de faire davantage de profits. Son recours systématique au pétrole dans les années 60 le montre bien.

L'importance des profits attachés au nucléaire, le secteur vital pour les monopoles que représente l'énergie, apparaît crûment dans la formidable répression que l'Etat bourgeois exerce sur les ouvriers, les petits paysans, les marins-pêcheurs et autres travailleurs de la mer, etc. - (mort de Vital Michalon) - qui mettent en cause le programme nucléaire actuel et les risques considérables qu'il fait courir.

Complètement asservis à la loi du profit maximum, les monopoles font systématiquement passer au second plan la sécurité des travailleurs et de la population, et ceci dans tous les domaines, et pas seulement le nucléaire (mines de charbon ou de plomb, pollution chimique, fluor, amiante, etc.). Le système capitaliste, la loi du profit, ont entraîné et entraînent des morts, des travailleurs mutilés par millions. Le nucléaire ne fait pas exception : les risques, tant en fonctionnement normal qu'en cas d'accident, ne sont pas maîtrisés, de même que le problème du retraitement et du stockage des déchets radio-actifs ou celui de la vulnérabilité des centrales nucléaires en cas de guerre ou de calamités naturelles (tremblements de terre).

De la même façon, le programme nucléaire renforce directement la concentration monopoliste, conduit à de nombreuses répercussions écologistes néfastes sur la petite et moyenne agriculture, la pêche et d'autres activités maritimes. Le Parti communiste marxiste-léniniste de France considère que l'énergie

nucléaire ne présente pas de différence de nature avec les autres sources d'énergie et adopte en la matière une position matérialiste : le progrès scientifique et techniques peuvent et doivent permettre de maîtriser les risques des centrales nucléaires. C'est aujourd'hui le système capitaliste, la course au profit maximum qu'il engendre, qui s'opposent à ce que tous les moyens scientifiques et techniques soient mis en œuvre pour maîtriser l'énergie nucléaire.

Le développement de l'industrie, de la science et de la technique porte en lui-même la possibilité de surmonter la pollution. La société socialiste fondée sur la dictature du prolétariat développera de manière inégalée et sans cesse plus rapide de maîtrise progressive de la nature pour subvenir aux besoins et au bien-être du peuple.

C'est pourquoi le Parti communiste marxiste-léniniste de France ne condamne pas l'utilisation de l'énergie nucléaire en soi, mais condamne ses conditions de mise en œuvre dans le cadre du système capitaliste au stade impérialiste. En effet, c'est l'organisation monopoliste de la production qui entrave considérablement le développement des forces productives et donc le progrès technique. La cible de la lutte contre la politique nucléaire de la bourgeoisie, contre les risques qu'il engendre, n'est pas le nucléaire en soi, mais le système capitaliste.

Dans cette lutte, le Parti communiste marxiste-léniniste de France dénonce également les partis de gauche et leur programme commun bourgeois, qui, tout en se démarquant du gouvernement par souci électoral - secondaires (procédure insuffisamment « démocratique » à propos des enquêtes d'utilité publique), ont pris position pour le programme nucléaire de la bourgeoisie. Ainsi, les dirigeants du PCF soutiennent Super-Phoenix, « technique d'avant-garde mise au point par le CEA » et condamnent les luttes des masses populaires contre la politique nucléaire de la bourgeoisie en les traitant de provocations (Malville) et en collaborant à leur répression (Pellerin). Les dirigeants de la CGT ont explicitement appelé à soutenir le programme nucléaire sous prétexte « d'intérêt national ». Quant au PS, s'il balbutie contre le programme nucléaire, c'est par démagogie électorale, sa politique restant fondamentalement celle du capital.

La lutte contre la politique nucléaire et ses risques n'a de sens que si elle vise la bourgeoisie, qu'elle soit de droite ou de gauche.

Le Parti communiste marxiste-léniniste de France lutte et soutient toute lutte menée sur la base des mots d'ordre : Non à la politique nucléaire de la bourgeoisie ! Malville, Pellerin, halte à la répression ! Dans le nucléaire comme ailleurs,

luttons pour la sécurité !

Renforcement immédiat des mesures de sécurité dans l'industrie nucléaire ! A bas le système capitaliste, exploi-

teur, pollueur, assassin !

Avec les ouvriers et petits paysans, tous unis contre la politique nucléaire de la bourgeoisie !

MALVILLE



Pendant la manifestation.

A Malville le gouvernement veut faire construire le plus grand surrégénérateur du monde, Super-Phoenix, d'une puissance de 1 200 MWE. Il veut faire l'économie, pour des raisons de profit, des recherches et de l'expérimentation qui seraient encore nécessaires avant de passer du prototype Phoenix à cette nouvelle centrale. Les travailleurs et la population refusent de faire les frais de cette course au profit. C'est pourquoi 50 000 personnes ont manifesté les 30 et 31 juillet 1977, malgré le quadrillage et la répression policières. Les marxistes-léninistes se trouvaient à leurs côtés et ont participé acti-

vement aux divers forums pour dénoncer la politique de la bourgeoisie et l'attitude des partis de gauche.

Au Pellerin, près de Nantes, des petits paysans et d'autres habitants ont décidé avec le soutien de la population, de brûler un registre d'utilité publique pour boycotter un projet d'installation de centrale nucléaire honni dans toute la région. Les marxistes-léninistes ont soutenu et popularisé leur action et ont contribué à mobiliser les travailleurs de Nantes pour exiger la libération des cinq paysans emprisonnés par le pouvoir.